

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe du Sud-Est

Bulgarie, Chypre, Grèce, Roumanie

Une publication du SER d'Athènes
Edition du 19 octobre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

10,2 € / MWh

**Montant de la nouvelle taxe sur le gaz naturel d'origine russe qui est
importé ou qui transite par la Bulgarie**

Brève régionale Introduction d'une nouvelle taxe sur le gaz naturel russe importé ou transitant par la Bulgarie

Bulgarie Bonne résilience de l'économie bulgare // Système bancaire : état des lieux fin août 2023 // Réception par la BNRA des documents nécessaires à l'examen de la demande de la KNPP relative à l'utilisation du combustible nucléaire RWFA // Entrée de la BEI en tant que partie à l'accord direct relatif à la concession de l'aéroport de Sofia // La Bulgarie accueille le comité économique du Conseil international des aéroports en Europe ACI Europe // Arrêt de la procédure de relance du projet de centrale nucléaire de Béléné datant de 2018

Chypre Chypre se positionne comme le pays voisin le plus sensible aux risques de crédit dans le cadre du conflit Israël-Hamas selon Scope Ratings // Le déficit du commerce extérieur atteint 5,84 Md€ sur les neuf premiers mois de l'année // La Banque Centrale a relevé le niveau du coussin de capital minimum des deux principales banques du pays // En 2022, la valeur totale des ventes immobilières à Chypre dépasse 4,2 Md€

Grèce Exécution budgétaire janvier-septembre 2023 // La Grèce a soumis à la Commission européenne son Projet de Plan Budgétaire 2024 // Nouvelle initiative de réduction des prix par le Ministère du Développement // La Grèce conforte son rang dans le classement The Economist // Annulation de la privatisation de DEPA Commercial SA // Investissements de 5,7 Md€ sur 10 ans par le distributeur grec d'électricité IPTO

Roumanie L'inflation annuelle recule à +8,8 % au mois de septembre // Le salaire net moyen roumain recule légèrement en août, à 4 531 RON, soit 917,0 € // Le déficit courant de la Roumanie continue de diminuer en 2023 // La Banque européenne d'Investissement accorde un financement de 470 M€ en faveur du développement de l'activité ferroviaire // Le groupe américain PepsiCo dévoile la seconde tranche de son plan d'investissement de 100 M\$

Brève régionale

Introduction d'une nouvelle taxe sur le gaz naturel russe importé ou transitant par la Bulgarie.

La Bulgarie a introduit le 13 octobre une nouvelle taxe de 20 BGN/MWh (10,2 €/MWh) sur le gaz naturel d'origine russe qui est importé ou qui transite par la Bulgarie conformément aux [amendements](#) à la loi sur le contrôle de la mise en œuvre des mesures restrictives liées aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine (votés le 28 septembre et publiés au JO le 13 octobre). D'après le [ministre bulgare des Finances](#) cette nouvelle taxe est conforme aux objectifs de l'UE visant à réduire la dépendance à l'égard des combustibles fossiles russes, le but n'étant pas de renchérir le gaz destiné aux consommateurs hongrois et serbes mais de rendre moins rentable la fourniture de gaz naturel russe via la Bulgarie. Selon [le Premier ministre](#) il existe déjà des interconnecteurs qui présentent des solutions alternatives au gaz russe et la taxe introduite par la Bulgarie créera une meilleure concurrence entre le GNL provenant de différentes sources et le gaz russe.

Bulgarie

Actualités macroéconomiques et financières

Conjoncture : relativement bonne résilience de l'économie bulgare.

Le [ministère des Finances](#) estime que le pays pourra atteindre la croissance de 1,8 % prévue dans la Loi de finances 2023. La croissance s'accélérerait à 3,2 % en 2024. L'inflation (indice des prix à la consommation) en g.a. s'est établie à 6,3 % en septembre 2023 et continuerait à baisser pour atteindre 3 % à la fin de l'année prochaine. Deux facteurs principaux contribueraient à l'accélération de la croissance en 2024 : la consommation et l'investissement. Ce dernier facteur augmenterait l'année prochaine en raison des fonds européens et le financement au titre du PNRR. Pour rappel, le 7 octobre dernier, la Bulgarie a déposé auprès de la Commission européenne la demande pour la deuxième tranche du PNRR, estimée à 1,4 Md BGN (716 M€). Selon le ministère des Finances, la politique à terme du pays est de viser une inflation de 2 %, objectif à la fois de la BCE et des autres grandes banques centrales du monde. Le déficit budgétaire serait de 3 % en 2023 et 2024, en conformité avec l'objectif d'entrer dans la zone euro le 1^{er} janvier 2025.

Système bancaire : état des lieux fin août 2023.

Selon la [Banque nationale de Bulgarie](#), les actifs du système bancaire se sont élevés à 83,3 Md€ fin août 2023, soit une hausse annuelle de 11,1 %. La part des crédits et avances dans les actifs a augmenté à 63,9 % de 60,9 % un an plus tôt. Le ratio de liquidité (*Liquidity Coverage Ratio*, LCR) s'est établi à 252,9 % fin août 2023, contre 283,2 % un an auparavant. Les crédits et avances se sont élevés à 54,9 Md€, soit une augmentation annuelle de 15,8 %. Les dépôts totaux se sont montés à 71,3 Md€, en hausse annuelle de 10,9 %. Les capitaux propres se sont élevés à 9,7 Md€, soit un accroissement annuel de 13 %. Fin août 2023, le bénéfice net s'est établi à 1,2 Md€, en hausse annuelle de 64,3 %.

Actualités sectorielles

Réception par la BNRA des documents nécessaires à l'examen de la demande de la KNPP relative à l'utilisation du combustible

nucléaire RWFA. L'Agence pour la régulation nucléaire (BNRA) a reçu [le 11 octobre](#) les informations manquantes nécessaires à la poursuite de l'examen de la demande de la centrale nucléaire de Kozloduy (KNPP) relative à l'autorisation pour effectuer une transition de l'unité 5 vers l'exploitation d'un nouveau type de combustible RWFA produit par Westinghouse. Pour rappel, la BNRA a constaté début août l'absence de deux documents importants liés à l'évaluation de la sûreté sans lesquels l'Agence ne pouvait pas évaluer le respect des exigences réglementaires.

Entrée de la BEI en tant que partie à l'accord direct relatif à la concession de l'aéroport de Sofia. Le Conseil des ministres a approuvé [le 18 octobre](#) un projet d'accord relatif à l'entrée de la BEI en tant que partie à l'accord direct, conclu le 9 avril 2021 entre le ministre des Transports, des technologies de l'information et des communications, le consortium Sof Connect (comprenant le fonds français Meridiam), les actionnaires et les institutions financières. Le montant que la BEI accordera au concessionnaire Sof Connect est de 40 M€ et il est destiné au financement du programme d'investissement de Sof Connect.

La Bulgarie accueille le comité économique du Conseil international des aéroports en Europe ACI Europe. La Bulgarie a accueilli pour la première fois, le 5 octobre, le comité économique du Conseil international des aéroports en Europe ACI Europe, l'événement étant organisé par le concessionnaire de l'aéroport de Sofia Sof Connect. Parmi les sujets abordés lors du forum, figurent l'actualisation des politiques européennes en matière d'aviation, la transformation numérique des aéroports et le développement des avions-cargos sans pilote. D'après la Vice-ministre des Transports, des technologies de l'information et de la communication, Anna Natova, le ministère bulgare vise à attirer davantage de compagnies aériennes et à ouvrir de nouveaux services aériens compte tenu de la situation géographique stratégique du pays qui crée des conditions propices à l'augmentation du trafic aérien et du nombre des passagers.

Arrêt de la procédure de relance du projet de centrale nucléaire de Béléné datant de 2018. Le gouvernement bulgare a décidé, le 13 octobre, d'annuler la décision, prise en 2018 par le troisième gouvernement de Boïko Borissov, relative à la relance du projet de construction d'une centrale nucléaire à Béléné. C'est le deuxième arrêt du projet en l'espace de 11 ans : en 2012 le premier gouvernement de Borissov ayant décidé d'arrêter le projet Béléné, lancé en 2005 par le gouvernement de Siméon Saxe-Coburg Gotha.

Chypre

Actualités macroéconomiques et financières

Scope Ratings estime que Chypre, au même titre que l'Egypte, se positionne comme le pays voisin le plus sensible aux risques de crédit dans le cadre du conflit Israël-Hamas. [Dans son rapport](#), l'agence de notation estime que les risques de crédit les plus immédiats concernent l'Egypte (notée B- avec perspective négative), en difficulté économique et partageant une frontière avec la bande de Gaza, mais aussi Chypre (notée BBB avec perspective stable), qui dépend en partie d'Israël pour ses approvisionnements en pétrole. A moyen terme, Chypre est également lié à Israël pour des projets gaziers et d'interconnexions électriques. De manière plus large, l'agence allemande s'inquiète aussi des éventuelles répercussions du conflit sur les prix du baril de pétrole, qui pourraient dépasser 100 dollars le baril dans la région en cas de scénario défavorable (escalade du conflit).

Le déficit du commerce extérieur atteint 5,84 Mds€ sur les neuf premiers mois de l'année (21,6% du PIB), en hausse de 11,9% sur un an. Selon les données provisoires de CYSTAT, les exportations de biens, principalement orientées vers des pays hors-UE, ont progressé de +8,3% en g.a. mais restent relativement faibles en absolu, à 2,77 Md€ sur la période. Les importations ont aussi crû fortement (+10,7% à 8,61 Mds€), un bond en partie lié à la hausse spectaculaire des transferts de propriété économique de navires en janvier 2023, dont les importations sont passées de 74 M€ à 926 M€ sur un an (provenance hors-UE). Sur le seul mois d'août, les importations progressent de +11,3%, à 1,08 Md€, tandis que les exportations augmentent de +53,7% pour s'établir à 414 M€. Le déficit mensuel atteint ainsi 668 M€ (2,4% du PIB).

La Banque Centrale de Chypre a relevé le niveau du coussin de capital minimum des deux principales banques du pays. Dans le cadre de son évaluation annuelle, la Banque Centrale a désigné les banques Bank of Cyprus, Hellenic Bank, Eurobank Cyprus, Astrobank et Alpha Bank Cyprus comme établissements d'importance systémique. Il est notamment précisé que pour chaque banque, la fixation du niveau du coussin de capital est décidée selon son importance systémique pour le secteur. Ainsi, les deux plus grands établissements du pays ont vu ces niveaux être relevés, respectivement de 1,5% en 2023 à 1,875% en 2024 pour Bank of Cyprus et de 1% à 1,25% pour Hellenic Bank. Le coussin de capital des autres établissements bancaires demeure en revanche inchangé.

Actualités sectorielles

En 2022, la valeur totale des ventes immobilières à Chypre dépasse 4,2 Md€, en hausse de 31% sur un an. Selon le dernier rapport du cabinet EY, le volume des transactions a augmenté de 13% pour atteindre plus de 20 000 opérations sur l'année. Les acheteurs étrangers occupent toujours une place prépondérante au sein du marché immobilier chypriote, étant à l'origine de 44,9 % des opérations (contre 39,9 % en 2021). Pour rappel, ce taux était encore plus élevé avant l'arrêt du programme de passeport doré (CIP) en 2020, puisqu'il atteignait 48,5 % en 2018. L'afflux d'acheteurs étrangers, encouragé par la politique d'attractivité fiscale du gouvernement chypriote, est fortement concentré sur les villes côtières comme Limassol, Larnaka ou Paphos qui ont vu s'installer de nombreux particuliers mais aussi entreprises ayant relocalisé leur activité sur l'île. EY souligne notamment que plus de 10 000 travailleurs en provenance d'Ukraine et autres pays de la CEI se sont installés sur l'île en 2022, accompagnés par leurs familles (24 000 personnes). Cette forte demande a cependant des conséquences haussières sur les loyers et les prix à l'achat, d'autant plus marquées dans ces zones spécifiques. Sur un an, les loyers ont ainsi progressé de 15 % pour les appartements et de 11 % pour les maisons, tandis que l'indice des prix immobiliers résidentiels fait état d'une hausse de 4,7 % en 2022 pour les prix à l'achat (et de +7,7 % au T1 2023). Cette tendance haussière pénalise notamment les acheteurs chypriotes, qui se retire proportionnellement du marché en raison de la hausse des coûts de construction et de celles des taux d'intérêt.

Grèce

Actualités macroéconomiques et financières

Exécution budgétaire janvier-septembre 2023 (données provisoires): le déficit budgétaire s'est élevé à 400 M€, contre un objectif de déficit de 2,704 Md€

prévu au titre de la loi de finances et un déficit de 4,221 Md€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 5,984 Md€ est constaté, contre un objectif d'excédent primaire de 2,436 Md€ et un excédent de 52 M€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 48,277 Md€, en hausse de 4 M€, par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en dépit de la non-perception de i) 1,496 Md€ au titre de la concession du droit d'usage et d'exploitation de l'autoroute Egnatia, prévue pour juin et ii) la troisième tranche de 1,718 Md€ des fonds du plan de relance européen, prévue pour juillet. Les recettes fiscales se sont élevées à 44,982 Md€, en hausse de 3,156 Md€ (+ 7,5 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2023. Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,7 Md€, en baisse de 900 M€ par rapport à l'objectif (3,6 Md€). Les dépenses atteignent 38,677 Md€, en baisse de 2,3 Md€ par rapport à l'objectif, mais en hausse de 432 M€ par rapport à la même période 2022, principalement en raison de l'augmentation des intérêts de la dette (2,096 Md€). (Ministère grec des Finances)

[La Grèce a soumis à la Commission européenne son Projet de Plan Budgétaire 2024.](#)

Le [Plan](#) confirme les chiffres 2023 et 2024 publiés dans l'avant-projet de loi de finances du pays, notamment l'objectif d'excédent primaire de 1,1 % du PIB en 2023 et de 2,1 % du PIB en 2024, tandis que la dette publique devrait décélérer, passant de 171,4 % du PIB en 2022 à 159,3 % en 2023 et à 152,2 % en 2024.

[Face à l'inflation, le ministère grec du Développement exhorte l'industrie alimentaire à participer à sa nouvelle initiative de réduction des prix.](#)

intitulée « Réduction permanente des prix ». L'initiative vise à une réduction d'au moins de 5% et pour au moins 6 mois dans 59 catégories de produits, dont le pain, le sucre, l'huile, les produits laitiers, les volailles, les œufs, les fruits et légumes. Les entreprises qui participeront à l'initiative devront informer le ministère avant le 30 novembre et le prix de référence pour le calcul de la réduction sera le prix des articles en rayon le 19 septembre. Les produits en question seront

identifiables par une signalétique spécifique sur les rayons ()

[La Grèce occupe la 10ème place sur 27 dans le classement The Economist sur les progrès des économies européennes et la résilience face aux principaux défis.](#)

Selon l'évaluation de ce « pentathlon économique », la Grèce totalise au total cinq "médailles", deux médailles d'or et trois de bronze". Depuis 2019, les progrès de l'économie grecque se reflètent notamment dans l'augmentation des investissements, la hausse des exportations, la décélération de la dette publique en pourcentage du PIB, la réduction du déficit budgétaire et la réduction significative du chômage ([The Economist](#)).



Actualités sectorielles

[L'Agence hellénique des privatisations TAIPED, a annulé l'appel d'offres relatif à la privatisation de l'entreprise gazière publique DEPA COMMERCIAL SA](#) (TAIPED : 65% et HelleniQ Energy : 35%), initiée dès

2020, mais suspendue depuis 2021 en raison de litiges judiciaires entre DEPA et l'entreprise grecque Hellenic Fertilizers (ELFE) sur des questions de tarification du gaz naturel pour la période 2010-2015. Selon le [communiqué de TAIPED](#), ce dernier examinera les conditions prévalant sur les marchés gaziers nationaux et internationaux et évaluera les possibilités alternatives pour l'utilisation de l'actif en question. Il convient de rappeler que DEPA a récemment [annoncé](#) de nouveaux partenariats et accords pour l'exportation gazière. Elle avait remporté un appel d'offres de la société moldave Energocom pour la fourniture de 100 millions de mètres cubes et a également signé un MoU avec Serbijagas, une société de Serbie. Les deux entreprises envisageront la possibilité de fournir conjointement du gaz naturel liquéfié (GNL) par les gazoducs IGB, IBS et Alexandroupolis FSRU. Les deux entreprises échangeront des volumes de gaz avec les pays de la région.

[**Dans son nouveau Plan décennal de développement 2024-2033, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité, IPTO**](#), prévoit des investissements (5,7Md€) pour renforcer les interconnexions internationales et les infrastructures nationales de transport d'électricité. Le plan actualisé spécifie les paramètres techniques des nouvelles interconnexions transfrontalières avec les pays voisins (Italie et l'Albanie), qui devraient contribuer aux objectifs d'exportation d'énergie verte de la Grèce. Selon IPTO, la capacité de transport des interconnexions internationales devrait passer de 6,7 GW aujourd'hui à 10,2 GW à la fin de la décennie. Avec l'achèvement de la deuxième interconnexion électrique entre la Grèce et la Bulgarie (mise en service à l'été 2023), le système électrique grec atteindra l'objectif d'interconnectivité de 15 % d'ici 2025, soit bien avant la cible de 2030 fixée par l'UE.

Roumanie

Actualités macroéconomiques et financières

[**L'inflation annuelle recule à +8,8 % au mois de septembre**](#) et atteint son plus bas niveau depuis le début de la guerre en Ukraine. Les services s'imposent comme le nouveau moteur des tensions inflationnistes persistantes : leurs prix ont progressé de 1,1 % en un mois et de 12,1 % en un an. Depuis le début de l'année, les prix du transport aérien (+51,2 %), du traitement des eaux et déchets (+19,7 %) et des services postaux (+16,1 %) ont particulièrement progressé. Par ailleurs, l'inflation alimentaire demeure élevée, à +10,4 % en un an, la détente des prix des produits agricoles observée ces derniers mois ne s'étant pas pleinement répercutée sur le prix des produits transformés.

[**Le salaire net moyen roumain recule légèrement en août, à 4 531 RON, soit 917,0 €,**](#) pour le deuxième mois consécutif. Cette tendance est traditionnellement observée durant les mois estivaux et ne remet pas en cause la dynamique de progression rapide du salaire moyen, qui a augmenté de [+15,2 %](#) en un an. Depuis août dernier, les employés des secteurs ayant réalisé de bonnes performances, comme le transport maritime (+42,6 %) ou le raffinage de produits pétroliers (+24,0 %) ont porté la hausse des salaires. Par ailleurs, les salaires des fonctionnaires, revalorisés plus tardivement que ceux du secteur privé, ont progressé de +19,8 % en un an, après avoir stagné au S1 2022. Cette progression rapide des rémunérations protège le pouvoir d'achat des employés face à la persistance de l'inflation, le salaire réel moyen ayant progressé de +5,3 % en un an.

[**Le déficit courant de la Roumanie continue de diminuer en 2023, à -13,8 Md€**](#) sur les 8 premiers mois de l'année, soit une baisse de 25,4 % en glissement annuel. La Roumanie profite du recul du déficit commercial de sa balance des biens (-12,4 %), mais également d'un accroissement de l'excédent de la balance des services

(+21,4 %), qui atteint +9,6 Md€, porté par la croissance rapide des exportations de services dits « *Intellectual Technology & Communication* » (IT & C). De plus, le déficit de la balance des revenus primaires s'est légèrement résorbé (-4,9 %) malgré le recul des flux d'investissement étrangers (-31,5 %, à 5,1 Md€). Par ailleurs, la dette externe du pays a progressé de +10,1 % depuis le début de l'année, pour atteindre 158,4 Md€.

Actualités sectorielles

La Banque européenne d'Investissement accorde un financement de 470 M€ en faveur du développement de l'activité ferroviaire en Roumanie dans le cadre du fonds de modernisation européen. L'Autorité pour la Réforme Ferroviaire, bénéficiaire de ce projet, souhaite acquérir 62 trains régionaux électriques. Une procédure de passation de marché doit débiter au premier trimestre 2024 et portera sur 3 lots distincts comprenant entre 19 et 23 trains. Le coût total du projet est estimé entre 650 et 850 M€. Ces nouvelles rames doivent permettre de renforcer la desserte ferroviaire de Bucarest, mais également d'accroître les interconnexions entre les différents centres urbains régionaux.

Le groupe américain PepsiCo dévoile la seconde tranche de son plan d'investissement de 100 M\$, présenté l'an dernier pour son usine de Popești-Leordeni, spécialisée dans la production d'aliments *snacking*. Alors que trois nouvelles lignes de production sont désormais opérationnelles, 30 M\$ seront consacrés à la construction d'un centre logistique automatisé. Le groupe souhaite également installer des panneaux photovoltaïques sur les toits de l'usine. A l'issue de ce projet, la capacité du site sera doublée, à 40 000 tonnes par an tandis que 100 emplois devraient être créés. Le site doit produire plus de 90 % des *snacking* distribués par le groupe en Roumanie et desservir 17 pays d'Europe centrale et des Balkans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : athenes@dgtresor.gouv.fr